



tiel

ar passion

passionnée aux  
annequin, Mi-yun Park  
collections inspirées de  
testimentaire  
encontre. Page 2

tionnal

ique de Villepin

ance qui profite à  
qui produise des  
est le credo martelé  
ier ministre pour  
France sur les rails.  
incipales mesures  
une réforme de  
le revenu. Page 5

ns face

irculation

doit-elle craindre  
le la libre circulation?  
raire! Un non le 25  
urait des allures de  
strophe pour le  
ole. Page 7

e autour

e de l'Orangerie

ppose l'actuel  
Théâtre de  
à Patrice Mugny,  
Culture à Genève.  
vocation populaire  
e. Page 8

Israël

as chances

sraélienne, qui  
isse samedi, peut  
it croire en ses chances  
ion pour le Mondial  
re d'une équipe à la  
ivementée. Page 12

é stratège

il l'insaisissable  
s attentats de Londres  
. Il a été l'un des  
elais de Ben Laden en  
crits sur le djihad en  
re stratège d'Al-Qaida.  
lus mystérieux chef  
1 réseau, Abou  
rien. Page 13

fête Schubert

# Conseil fédéral: une idée pour avoir un vrai gouvernement

**Exécutif** Un groupe de personnalités propose une réforme du mode d'élection

Le mode d'élection du Conseil fédéral, un par un et par ordre d'ancienneté, ne fait plus recette. Trop de hasards néfastes, trop de manœuvres tactico-politiciennes pour les uns. Manque de cohésion pour d'autres. Voire manque de légitimité, pour d'autres courants qui ont lancé l'idée d'une élection par le

peuple. Présidé par l'ancienne conseillère aux Etats vaudoise socialiste Yvette Jaggi, un groupe de personnalités, réunies sous le label de Centre pour la réforme des institutions suisses (CRIS), a présenté jeudi sa solution. Au lieu que les conseillers fédéraux soient élus un à un, le CRIS propose à l'Assemblée fédérale un scrutin de liste à deux

tours. Au moins deux des sept candidats devront appartenir aux minorités linguistiques. L'idée forte est que la liste est composée sur la base d'un programme minimum de législature, sur quelques sujets clés, voire même sur peu de choses, pourvu qu'un vrai débat d'idées ait

eu lieu. «Personne ne pourra ensuite dire qu'il n'a pas choisi de se retrouver au Conseil fédéral avec telle ou telle personne», commente l'un des acteurs du groupe de réflexion. A chaud, les partis se sont montrés plutôt ouverts à cette idée, qui resuscite le débat sur les réformes des institutions. ► Page 6

Editorial

## De vrais petits rois

Par François Modoux

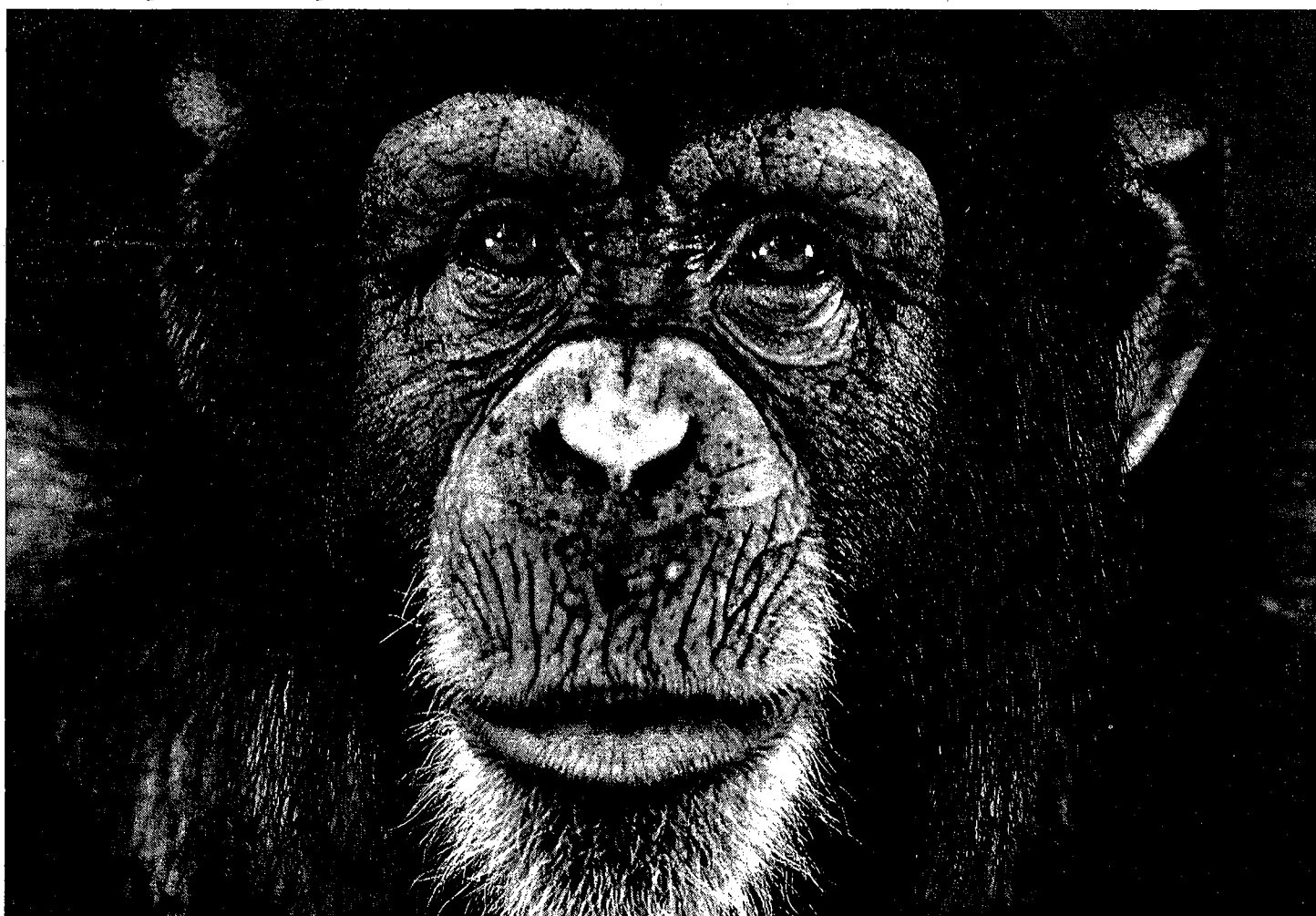
Les exemples abondent, qui documentent l'immobilisme de la Suisse. La congélation de la demande d'adhésion à l'Union européenne et son sort incertain; le tunnel dans lequel sont enlisées les réformes comme celles de l'AVS ou de l'assurance maladie et de l'assurance invalidité; l'incohérence des missions données à l'armée; les contours flous de la neutralité. Une impression s'installe, sournoise et dangereuse: le pays n'est plus dirigé. La rivalité publiquement assumée entre conseillers fédéraux renforce le sentiment de malaise. Le bateau dérive au gré des vagues qui secouent un régime politique, celui de la concordance, en pleine déliquescence.

L'immense mérite de l'initiative lancée hier par un groupe de citoyens et de politiciens est de mettre le doigt sur le mal à l'origine de cette paralysie: la Suisse ne dispose pas d'un vrai gouvernement. Il faut entendre par là une équipe soudée autour d'une série d'objectifs politiques négociés par des partis qui s'engagent en toute transparence à partager ensemble le pouvoir.

Les Suisses seraient terrorisés par la personnalisation du pouvoir, mais, sublime paradoxe, ils ont réduit la formation de leur gouvernement à une question de personnes. Le choix des futurs conseillers fédéraux donne lieu à des querelles lubuesques et, une fois élus, ceux-ci sont des rivaux qui s'affrontent au gré de connivences et d'inimitiés fluctuantes. Fatale contradiction, le système asservit les sept «sages» à la fonction de simples gestionnaires désignés de manière aléatoire; mais il les élève aussi au rang de vrais petits rois: leur réélection automatique et obligatoire est une entorse à la démocratie car en fin de compte, ils n'ont de comptes à rendre à personne: ni à leur parti, ni aux parlementaires, ni aux citoyens.

Par un changement du mode d'élection des conseillers fédéraux, la formule tragique qui dirige la Suisse peut devenir une formule gagnante. L'esprit de la

## Le chimpanzé, si proche de l'homme



Le chimpanzé et l'homme ont en partage la très grande majorité de leur patrimoine génétique. Bien davantage que la souris et le rat. Telle est la conclusion des travaux de séquençage du génome du primate. ► Page 31

**Chaos et pillage: la**  
Louisiane appelle à l'aide

**Voter, oui. Mais pour qui?**  
Smartvote est là

Timothy Meyer, Berne

«Commençons par la tête, par là où le poisson pourrit...» C'est avec l'ironie empruntée à un proverbe chinois qu'Yvette Jaggi a présenté la réforme qui doit redonner un sens commun à la politique suisse. La grande dame de la gauche vaudoise préside depuis mai dernier un groupe de réflexion (CRIS, Centre pour la réforme des institutions suisses) qui comprend des politiciens actifs et retraités de toutes tendances, ainsi que d'autres personnalités, réunis par le même constat: nos institutions fédérales bégaiant, déchirées par l'incohérence et l'absence de perspectives. Pour déclen-

**«Le mode actuel d'élection par ancienneté n'est pas digne de notre démocratie»**

cher le changement indispensable, ils proposent d'apporter «la petite roue dentée qui permettra à l'horloge de fonctionner à nouveau»: une élection du Conseil fédéral en bloc, à deux tours, par listes négociées, pour casser le hasard néfaste du simple principe arithmétique et de l'addition de personnalités qui font ce qu'elles veulent, sans cohérence.

L'ancienne conseillère aux Etats et syndique de Lausanne dresse un tableau accablant d'une «Suisse en panne» dévouée au «sacre du présent», où l'on ne distingue plus l'essentiel de l'accessoire, les idées des émotions, où l'on entend des choses «impensables il y a quatre ans». Où la mode de la «bonne gouvernance» masque un blocage des solutions pragmatiques, et un écart grandissant entre la population et les institutions qu'elle élit. Un délitement qui s'est accentué avec les affaires Swissair et d'Expo.02, d'après Yvette Jaggi.

Prenant le pari de la simplicité face à cette évolution complexe, le CRIS a choisi de s'attaquer au leadership du pays. Ex-conseiller national bernois, le radical François Loeb se désole de voir un gouvernement sombrer dans les manœuvres tactico-politiciennes, tout en délaissant les grands problèmes du pays. Son ancien collègue jurassien, le démocrate-chrétien François Lachat, estime que la «solution claire» d'obliger les partis à une négociation préalable en vue de former une



Christoph Blocher, Moritz Leuenberger et Pascal Couchepin commentent le rejet des naturalisations facilitées, le 26 septembre 2004. C'est à la suite des tensions survenues entre les ministres de l'Intérieur et de la Justice, après cette votation, que le Centre pour la réforme des institutions suisses est né. BERNE

équipe gouvernementale réintroduira le minimum de cohésion nécessaire à la pratique gouvernementale qui a disparu aujourd'hui. «Le mode actuel d'élection par ancienneté, la «nuit des longs couteaux», tout cela n'est pas digne de notre démocratie», estime François Lachat.

Que propose le CRIS? Une élection par un scrutin de liste compacte à deux tours. Chaque liste comporte 7 personnes éligibles, dont 2 au minimum des régions linguistiques minoritaires, et doit réunir 30 signatures de parlementaires pour être validée. Au premier tour, la majorité absolue est requise. Si un deuxième et dernier tour est nécessaire, entre les deux listes les mieux placées, la majorité simple suffit (en cas d'égalité, le président de l'Assemblée fédérale tranche). Entre les deux tours, les listes peuvent être modifiées avec trois personnes au maximum provenant d'autres listes, pour autant que 45 parlementaires paraphent cet amendement.

Pas question donc d'élection par

le peuple: les modalités de respect des minorités seraient un casse-tête, «mais surtout elle ne ferait qu'aggraver la logique d'addition de personnes sans cohérence aucune», ajoute François Cheri, secrétaire du CRIS et cheville ouvrière de cette proposition. Pour lui, cette modification somme toute mineure, qui conserve les principes constitutionnels, permet «tous les scénarios»: les quatre partis peuvent décider d'un programme minimum commun de législation (voi-

re, si les circonstances l'imposent, un gouvernement «de salut public»), ou simplement de «lignes rouges» à ne pas franchir sur des sujets clés, ou même de rester ensemble au gouvernement sans principe programmatique préalable. «Mais, au moins, cela se fait consciemment, personne ne peut ensuite dire qu'il n'a pas choisi de se retirer au Conseil fédéral avec telle ou telle personne», commente l'agitateur d'idées lausannois.

La formule, qui exige des partis

qu'ils négocient avant l'élection, ouvre aussi la porte à des coalitions plus ou moins restreintes. Un pas vers un changement de paradigme, vers un jeu majorité-opposition. «Ce n'est pas la finalité de la démarche», glisse François Cheri. Formulée comme une initiative parlementaire, la proposition sera portée aux Chambres lors de la session d'automne par deux jeunes conseillers nationaux, Christa Markwalder (PRD/BE) et Roger Nordmann (PS/VD).

## Les partis plutôt réceptifs à l'idée

**Initiateur d'un autre projet, le Bernois Hermann Weyeneth réfute le cousinage**

Le conseiller national Hermann Weyeneth (UDC/BE) a déjà présenté aux Chambres un projet d'élection du Conseil fédéral par liste, qui diffère pourtant fonda-

mentalement de celui présenté jeudi à Berne. Il mélange élection individuelle des nouveaux, et en bloc des anciens. Hermann Weyeneth réfute tout cousinage: «Je ne veux absolument pas d'une quelconque idée de coalition ou d'entente sur un programme. Mon but est de pouvoir juger un membre du gouvernement sur sa qualité, et de casser l'effet dilutif des votes tactiques induits par le système

actuel. L'élection par liste complète est fausse.»

Pourtant, l'UDC admet que le projet du CRIS est «une contribution à une discussion sérieuse sur la réforme des institutions», avis partagé par le PRD et le PDC. Au PS, on souligne le risque du projet d'introduire un nivellement des profils, dû à la recherche du plus petit dénominateur commun.

T. M., avec ATS

ce projet?

**François Cheri:** Il y a un an, après le refus de la naturalisation facilitée et l'épisode belliqueux entre Christoph Blocher et Pascal Couchepin, une trentaine de personnes se sont retrouvées à Fribourg pour une soirée de réflexion sur les blocages politiques. Une quinzaine de personnalités, parmi lesquelles François Longchamp (président du PRD genevois), Jean Studer (conseiller d'Etat PS/NE), le directeur de l'aéroport de Genève Jean-Pierre Jobin ou l'ancien conseiller aux Etats Gilles Petitpierre (PRD/GE), ont prolongé la démarche aboutissant à la création du CRIS.

– **Votre proposition changerait la donne pour les membres du Conseil fédéral...**

– Incontestablement. L'élection «à vie» des ministres, qui se moque de la volonté populaire, disparaîtrait. Le parlement aurait une «barre» plus ferme sur le gouvernement. Les partis aussi: cela rétablirait un lien beaucoup plus clair entre la base et le sommet. Aujourd'hui, nous vivons une législation perdue, où tout va dans tous les sens sur les dossiers clés comme les assurances sociales, par exemple. Personne n'est contractant du gouvernement, il n'y a aucune logique gouvernementale, ni même de soutien automatique des partis à leurs conseillers fédéraux, parce qu'ils n'ont aucune prise sur eux. Seule règne l'épreuve de force permanente que légitime le système actuel.

– **Cette initiative n'est-elle pas une formule élégante pour se débarrasser de Christoph Blocher au gouvernement?**

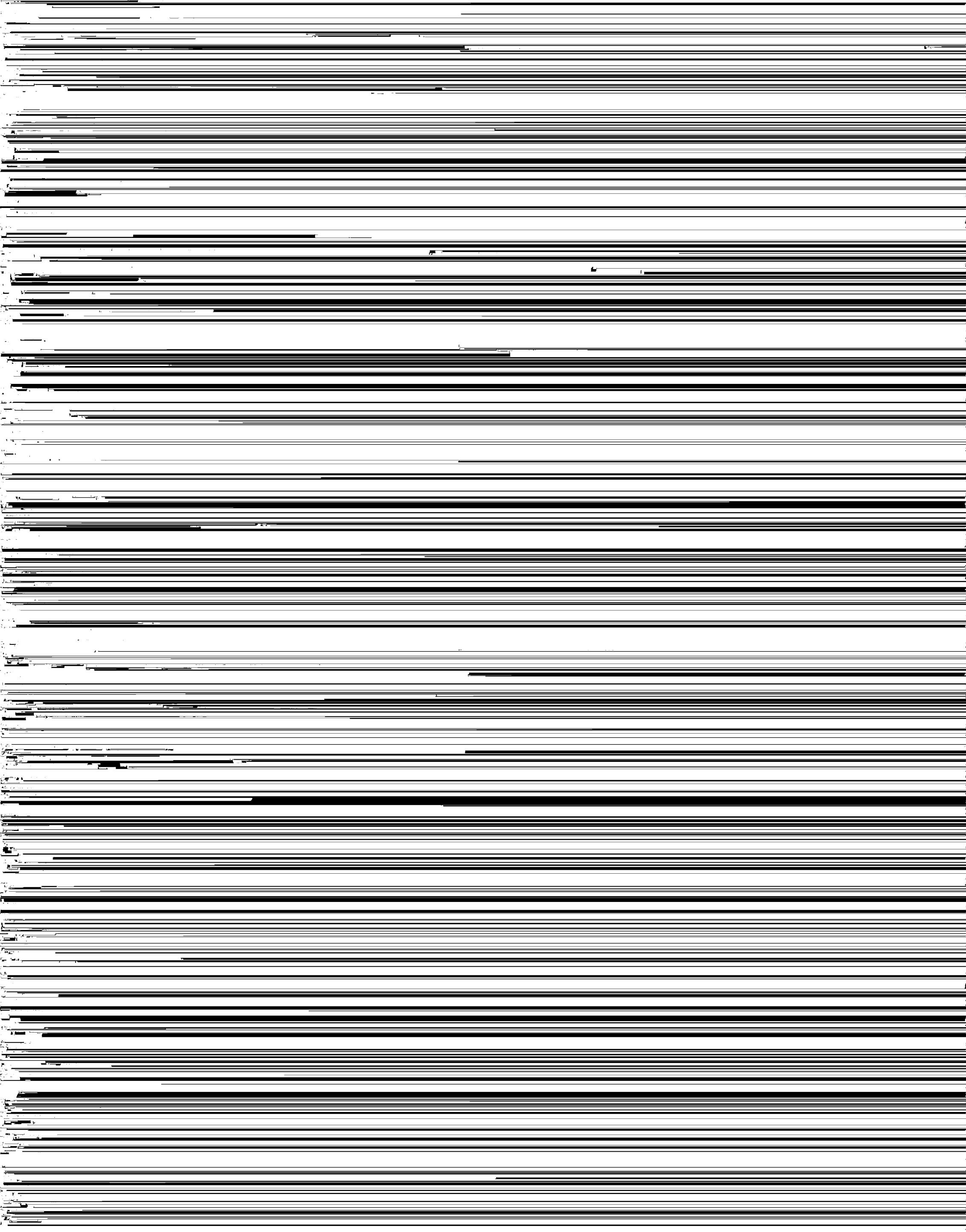
– Non, mais sa logique, qui impose un minimum de consensus préalable, exclurait le Blocher qui, par exemple, se réclame du peuple mais met ensuite le peuple au-dessus des lois qu'il a lui-même créées. Ou qui incite le peuple à détruire l'Etat. La logique arithmétique actuelle est née dans les années 1950-1960 d'une reconnaissance d'intérêts politiques communs. Or, celle-ci a disparu, et si l'on repart dans cette configuration en 2007, on risque de la pérenniser pour une génération. La Suisse, à travers son gouvernement, doit produire de l'orientation.

Propos recueillis par T. M.



## Placebo für Flugreisende

«Endlich mehr Transparenz» für die Passagiere. Kontrollen werden an Flughäfen...





NEWS

- Home
- Schweiz
- Ausland
- Zürich
- Wirtschaft
- Sport
- Vermischtes

ZEITUNG

- e-Tages-Anzeiger
- Archiv
- Carte Blanche
- Abonnement
- Inserieren
- Das Magazin

MARKTPLATZ

- Stellen
- Immobilien
- Fahrzeuge
- Bildung
- Partnersuche
- Erotik
- Branchenbuch
- Preisspiele

DIENSTE

- SMS
- Newsletter
- Desktopnews

ÜBER UNS

- Impressum
- Online Werbung

Schweiz - Freitag, 02. September 2005 Artikel: » drucken » mailen

01.09.2005 -- Tages-Anzeiger Online  
**Den Bundesrat als Team wählen**

**Statt Partei-Arithmetik soll künftig der klare Wille zur Bildung eines Teams über die Wahl des Bundesrates entscheiden. Das Zentrum für institutionelle Reformen in der Schweiz (ZIRS) stellt ein neues Wahlverfahren zur Diskussion.**

Mit der Gründung des ZIRS haben sich 16 Persönlichkeiten - mehrheitlich ehemalige und amtierende Parlamentarierinnen und Parlamentarier aus der Westschweiz - das Ziel gesetzt, die «institutionelle Blockade» der Schweiz zu überwinden. Einen ersten Schritt dazu sehen sie in einem neuen Bundesratswahlverfahren.

In der Schweiz herrsche Orientierungslosigkeit, sagte die frühere Waadtländer SP-Ständerätin und ZIRS-Präsidentin Yvette Jaggi heute vor den Medien in Bern. 2003 sei der Bundesrat vollends in eine rein arithmetische Konkordanz ohne politischen Inhalt getreten. «Das Wichtigste aber wäre das Team», sagte der freisinnige Berner Alt-Nationalrat François Loeb.

**Zwei Wahlgänge**

Diesem Teamgedanken zum Durchbruch verhelfen soll eine geschlossene partei- und sprachenübergreifende Listenwahl. Eine Liste umfasst sieben wählbare Personen, darunter mindestens zwei aus einer sprachlichen Minderheit. Damit sie gültig ist, muss sie von mindestens 30 Abgeordneten unterzeichnet sein.

Erzielt im ersten Wahlgang eine der maximal acht möglichen Listen das absolute Mehr, sind die darauf aufgeführten Personen gewählt. Sonst treten eine Woche später die beiden bestplatzierten Listen gegeneinander an. Drei Namen auf diesen Listen können durch solche Ausgeschiedener ersetzt werden, wofür es 45 Unterschriften braucht.

**Minimales gemeinsames Programm**

Für das ZIRS ist entscheidend, dass die Zusammenstellung der Listen

SCHWEIZ »

7,4 Millionen Einwohner  
10:53

IV-Rechnung gerät immer mehr in Schieflage  
01.09.2005

Luzerner Seniorin getötet  
08:46

Lottofieber steigt weiter  
11:01

Leibstadt abgeschaltet  
01.09.2005

Alle Artikel »

SUCHEN

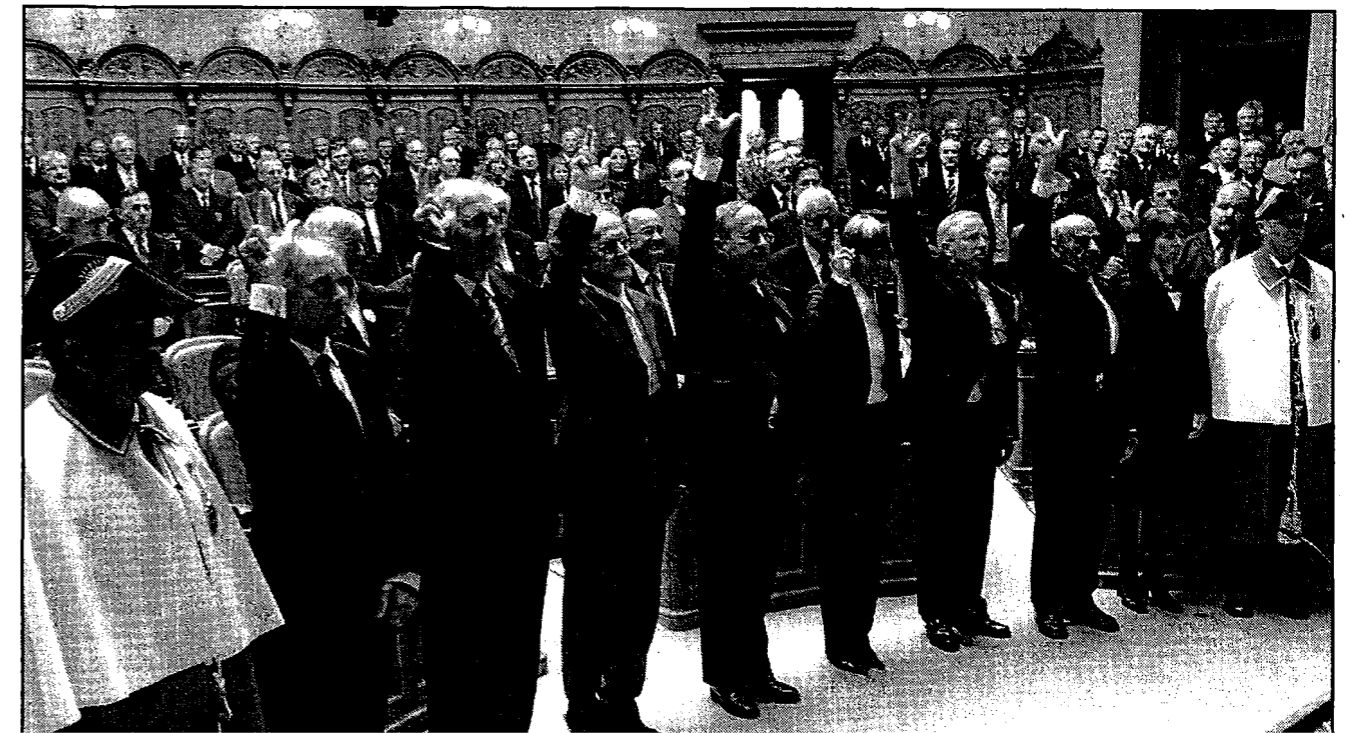
WERBUNG



**Das Wichtigste sofort auf Ihr Handy?**  
Melden Sie sich beim SMS-Dienst von tagesanzeiger.ch an.

# Elire les sept Sages sur une liste!

CONSEIL FÉDÉRAL • *Et si on élisait en bloc les membres du gouvernement? L'idée fait son chemin, pour rétablir la cohésion de l'exécutif.*



# Crise politique permanente et immobilisme dangereux

François Cherix, secrétaire général du Centre pour la réforme des institutions suisses, explique pourquoi il est urgent de réformer le mode d'élection du Conseil fédéral



Rarement, l'absence de gouvernail au Conseil fédéral n'aura été aussi évidente que durant l'actuelle campagne sur l'extension de la libre circulation des personnes. Certes, par son ampleur, la question européenne divise la société suisse. Mais elle révèle aussi l'incapacité de l'exécutif à conduire une action commune. Incapacité qui apparaît également de manière éclatante dans d'autres grands dossiers tels que les tâches de l'Etat, la finalité des assurances sociales, le rôle de la fiscalité, les missions de l'armée, où les options des conseillers fédéraux sont souvent inconciliables. Au bout du compte, ce déficit de cohérence au sommet installe la Confédération dans une crise politique permanente, qui débouche sur un immobilisme dangereux ou des projets contradictoires.

Examinant ces blocages, le Centre pour la réforme des institutions suisses (CRIS) a acquis la conviction que l'élection successive et par ancienneté du Conseil fédéral constituait la principale cause de son manque de cohésion. Il vient donc de proposer de passer à une élection par scrutin de liste à deux tours, qui permette de placer au pouvoir une véritable équipe. La force de cette réforme est qu'elle préserve les tra-

ditions et les valeurs de la Suisse: elle n'exclut nullement une concordance de tous les partis. Par contre, elle les oblige à conduire une négociation préalable sur les orientations générales et les personnes, dont la liste devient le fruit.

Face à cette proposition, on peut être tenté de hausser les épaules et de ramener les dysfonctionnements du Conseil fédéral à des antagonismes purement conjoncturels. Attendre que les partis arrondissent leurs angles, parier sur le retour du centre, espérer que les bons vieux consensus d'autrefois reviendront d'eux-mêmes serait alors la meilleure attitude. Le CRIS n'a pas ignoré cet aspect du débat; mais deux évolutions structurelles importantes lui ont fait conclure que l'économie d'une adaptation institutionnelle ne pouvait plus être faite.

D'une part, la polarisation des partis suisses ne tient pas qu'aux batailles livrées sur l'échiquier politique; elle découle aussi d'une mutation profonde dans la formation des idées. Les révolutions informatiques et télématiques ont créé la société de la communication, dominée par les médias électroniques. Dans un flux tendu de sons et d'images, face à un déferlement permanent d'émotions et de revendications, chaque individu est appelé à se positionner et à choisir son camp; et ces positionnements sont essentiellement de type binaire: pour ou contre, gauche ou droite, oui ou non, telles sont les fractures qui scindent désormais

l'opinion et, partant, la classe politique. Par nature, la société de la communication simplifie et polarise. Que pense le gouvernement? que fait le gouvernement? où va le gouvernement? Ce sont des questions que les citoyens suisses accepteront de moins en moins de laisser sans réponse. Mais encore faut-il avoir un gouvernement, et non sept personnalités dont l'addition hasardeuse ne forme même pas obligatoirement un collage.

## La polarisation des partis suisses découle aussi d'une mutation profonde dans la formation des idées

D'autre part, la répartition des responsabilités entre les différents niveaux suisses a totalement changé. Peu à peu, le pouvoir s'est déplacé de l'échelon cantonal à celui de la Confédération. Aujourd'hui, les décisions qui engagent l'avenir du pays se prennent à Berne. Dès lors, les services que l'on attend des institutions fédérales sont très différents de ceux dont pouvait se contenter le XIXe siècle. Au départ, la fonction de conseiller fédéral relevait davantage de l'arbitrage que de la gouvernance. Il s'agissait d'assurer un minimum de cohésion entre des Etats fédérés qui gardaient l'essentiel des prérogatives. D'une certaine ma-

nière, les sept sages administreraient l'association faitière qui coiffait les associations cantonales, où bouillonnaient les vrais enjeux politiques. L'élection successive de personnes répondant à une foule de paramètres plus ou moins explicites visait à garantir une bonne représentation des entités qui avaient choisi de se fédérer. Il convenait de juxtaposer au mieux les terroirs, les typologies et les forces politiques marquant le pays. Un bon Conseil fédéral offrait ainsi au peuple un miroir où chacun pouvait se reconnaître.

Aujourd'hui, les conseillers fédéraux sont devenus les ministres en charge de la direction du pays. Le citoyen attend donc de l'exécutif qu'il produise des solutions et non pas seulement du lien national. Il veut savoir qui travaille avec qui et pour quoi faire; il demande au système de donner un sens à l'action politique. Désormais, au plan fédéral, la Suisse a davantage besoin d'orientation que d'appartenance. Pour ce faire, la formation d'une équipe gouvernementale dont les membres ont au moins accepté de figurer ensemble sur une liste commune constitue le minimum requis.

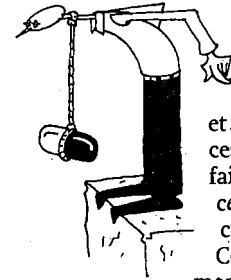
Le temps presse. Celui de la concordance arithmétique sans contenu politique est révolu; celui d'une société centriste et sans affrontement ne reviendra pas. Dans ce sens, la proposition du CRIS est moins une nouveauté que la conséquence logique et raisonnable d'évolutions que la Suisse est déjà en train de vivre.

## Vous et nous

### Vous écrivez

## Informations pour les patients

Daniel Décombaz, Pully (VD)



Cela dépasse l'entendement que l'on ne détecte aujourd'hui les informations sur les effets du Sero (du 23.08.05). Une étude récente de l'université repris seize études qui comparaient le Sero (placebo). Toutes ces études avaient été faites avant l'autorisation de mise sur le marché. Il y avait 916 adultes sous médicament et 550 sous placebo. Résultats de l'analyse de ces études: sept personnes sous ce médicament fait une tentative de suicide et une personne sous placebo. Conclusion: sept fois plus de chances de tenter sous médicament que sous placebo.

Ces résultats sont terrifiants, et ce qui est plus important, c'est que les autorités étaient en possession de données, mais n'ont pas jugé nécessaire d'intervenir, ou de mentionner qu'il y avait un risque de suicides. Rien!

Que l'on appelle cela de la corruption, du lobbisme, de l'incompétence, ce sont pourtant 20 millions de personnes qui ont consommé cette substance, sans formation des risques. Les conséquences seront énormes pour la compagnie pharmaceutique qui a retenu toutes ces informations. Combien de suicides, ils pu être évités? Il est temps de mettre de l'ordre dans ce domaine, et que l'on fasse comprendre que des milliards ne doit pas éclipser l'intérêt du patient.

## Exportation d'armes et crétins

Narcisse Praz, Beuson-Nendaz (VS)

Expérience vécue personnellement et par des fabricants d'horlogerie à l'époque où la fabrication (horlogère) interdisait, pour des raisons stratégiques conjoncturelles, l'exportation de montres vers certains pays, tout en l'autorisant vers d'autres destinations, et cela sous peine d'amendes salées. Dans la pratique, les transitaires suisses les noms à votre disposition - m'avaient affranchi ces termes: il suffit de copier ce que font les fabricants porteurs d'armements!

En pratique, le fabricant ou exportateur suisse un formulaire, 19Ho, pour la douane suisse et destination du Canada ou des Etats-Unis où l'exportation de mouvements seuls sans boîtier ni cadrans autorisée. Les colis étaient pris en charge.

## NEUES WAHLVERFAHREN FÜR DEN BUNDESRAT

# Team soll Schweiz retten

Der neue Bundesrat ist weniger freundlich als der alte. Kaum ein Wochenende, wo einer nicht den anderen pie-sackt, worauf ein Dritter sich einmischt, bis dann der Präsident zu mahnenden Worten greifen muss. Die Medien bilden das politische Spektakel, das sie mitinszenieren, mit Begeisterung ab. Das Publikum ist gespalten. Die einen sind besorgt, die anderen froh über die härtere Auseinandersetzung. Gestern meldeten sich unter dem Namen Zentrum für institutionelle Reformen der Schweiz (Zirs) besorgte Stimmen. Zirs ist eine Gruppe von ehemaligen und amtierenden Parlamentsmitgliedern vornehmlich aus der Westschweiz. «La Suisse est en panne», sagt Zirs-Präsidentin Yvette Jaggi, mehrjährige SP-Abgeordnete für die Waadt und Präsidentin der Pro Helvetia, «ein Skandal jagt den anderen». Laut Zirs ist der Bundesrat 2003 in eine

rein arithmetisch motivierte Konkordanz ohne politischen Inhalt getreten. Auch François Loeb ist beunruhigt. Der Berner FDP-Alt-Nationalrat ist eigens aus dem benachbarten Freiburg im Breisgau, wo er mittlerweile lebt, ins heimliche Bern gereist, um seine Sorge zu deponieren. «Der Bundesrat liegt sich ständig in den Haaren». Aber nur ein Team könne die Probleme des Landes lösen. Zirs will ein neues Wahlverfahren für den Bundesrat. FDP-Nationalrätin Christa Markwalder und SP-Nationalrat Roger Nordmann werden die Idee mit einer parlamentarischen Initiative den Bären unterbreiten. Statt im herkömmlichen, von taktischen Überlegungen geprägten Verfahren - die Wahl folgt einzeln und dem Alter nach hintereinander -, soll der Bundesrat auf einer Liste gewählt

werden. Das erlaube die Wahl eines vorgängig austarierten und getragenen Regierungsteams. Für eine Liste bräuchte es die Unterschrift von 30 Parlamentariern und die mindestens zweifache Vertretung der Sprachminderheiten. «Ein solches Verfahren hätte verhindert, dass wir nur eine Frau im Bundesrat haben.» «Völlig unrealistisch», kommentiert Nationalrat Hermann Weyeneth: «In einer direkten Demokratie sind Koalitionen nur ganz selten realisierbar.» Der Berner SVP-Politfuchs hat selber einen Vorstoss eingereicht: Nach seinem Rezept sollen sich die bisherigen Bundesräte gleichzeitig zur Wahl stellen. Lesehilfe für diesen Text: Im Prinzip meint Zirs mit neuem Wahlverfahren mehr Mitte-links und Weyeneth mehr Mitte-rechts.

Christian Pauli

# Pour une nouvelle donne

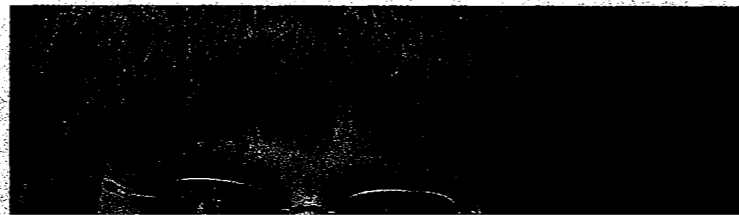
**POLITIQUE** Bientôt deux ans que les femmes comptent pour presque beurre au Conseil fédéral. Une initiative parlementaire pourrait changer les choses. Les explications de la Bernoise Christa Markwalder.

## **POLITIQUE**

*Les lauriers de Georges Plomb*

# Désuni, le Conseil fédéral? Roger Nordmann le veut soudé

Roger Nordmann veut faire élire un Conseil fédéral plus uni. Aujourd'hui, le Parlement propose de faire élire sept noms (dont deux au moins des minorités linguistiques). Elle



Le Conseil fédéral, c'est comme le yass. Les dames ne font pas le poids face aux petits rois. Et quand elles ont la bonne couleur, elles se font alors manger par un valet d'atout subitement brandi par les pseudo-stratèges. En résumé, c'est le scénario qui s'est déroulé un certain 10 décembre 2003 sous la coupole. Dame Metzler évincée. Dame Beerli poutzée. Faut-il alors



transitoires me laissent sceptique. Cet instrument est fort utile pour assurer la représentation des minorités, mais les femmes ne sont pas une minorité à protéger», ironise la radicale bernoise. Au yass, les quotas équivalraient peut-être à une annonce de trois cartes au nel. Ennuyeux...

**3-LE SCRUTIN**



# Un Conseil fédéral élu sans magouille?

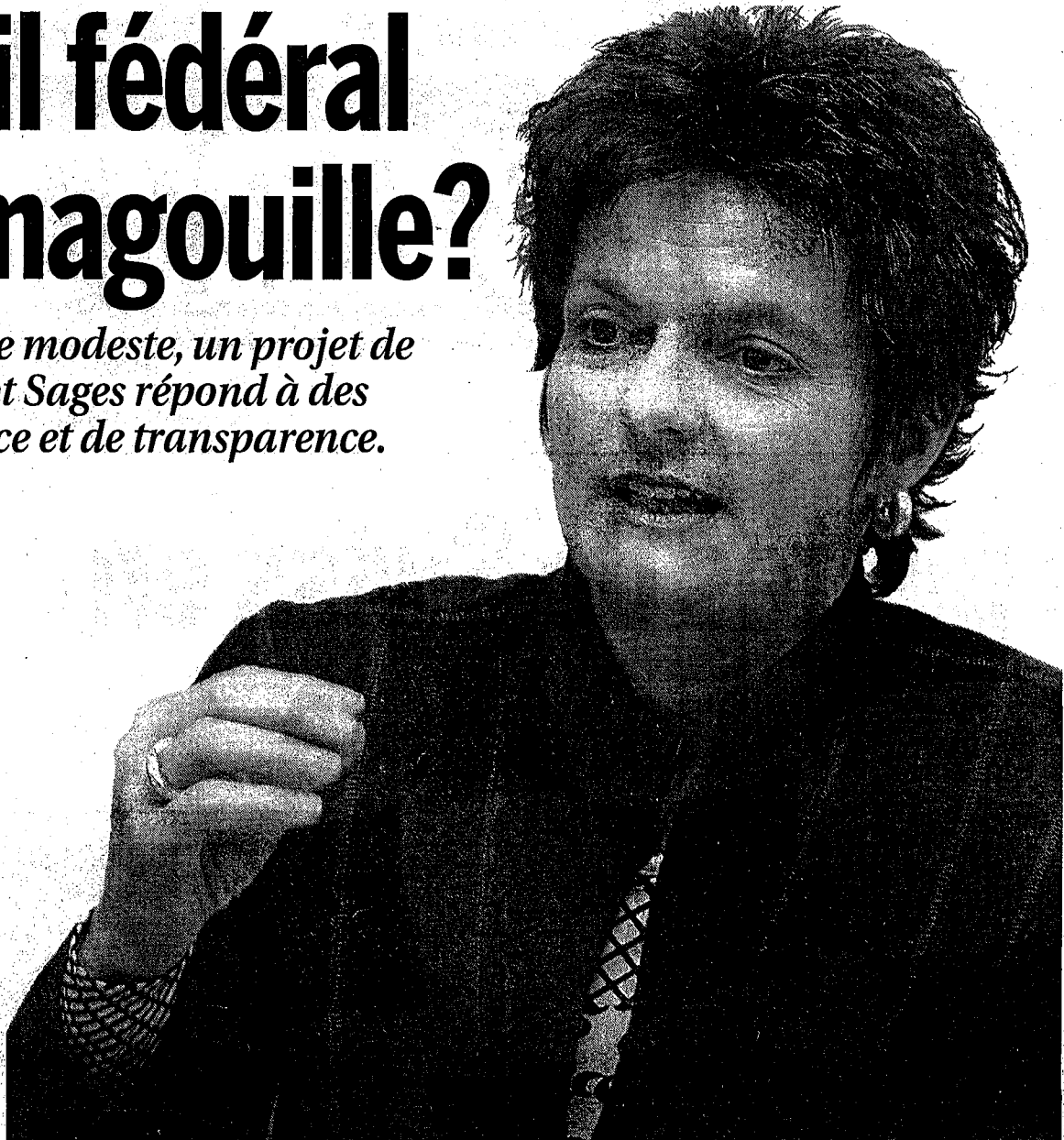
**INSTITUTIONS** • *Bien que modeste, un projet de modifier l'élection des sept Sages répond à des attentes fortes de cohérence et de transparence.*

**PIERRE KOLB**

On connaît le rite de l'élection du Conseil fédéral, tous les quatre ans, la plupart du temps sans intérêt puisque selon la tradition les conseillers fédéraux qui se représentent sont régulièrement réélus. A la rare exception de ceux que l'on chasse (à dire vrai de celles que l'on chasse).

La tradition laisse en plus au conseiller fédéral le choix de la date de son départ, qui tombe souvent en cours de législature. On en a vu fixer cette échéance en fonction des intérêts de leur parti, ou pour d'autres motifs, à l'exemple de celui qui avait choisi de partir le jour de son anniversaire. Ou le cas d'Alphons Egli qui choisit de prendre sa retraite à 62 ans, alors qu'il venait de proposer de reporter l'âge de la retraite des femmes, lequel âge était à l'époque encore fixé à 62 ans.

Pour tromper l'ennui lors de ces élections quadriennales, les médias s'excitent à mesurer le «score» des uns et des autres. C'est l'écart des mesquineries, telle la décote de 30 voix souvent réservée aux conseillers fédéraux romands.



**TÊTES**



**en forme**



**JODIE FOSTER**

## Beau redécol

Le retour qui fait plaisir. Jodie Foster (57 ans), qu'on n'avait plus vue en tête d'affiche d'un film depuis 2002, trône dans le box-office US avec «Flight». Dans ce thriller des studios Disney, elle joue une veuve dont la fille de 17 ans disparaît au cours d'un vol transatlantique. L'équipage n'a gardé aucune trace de la présence de la gamine à bord.



**en forme**



**MIRIAM MAKEBA**

## Quelle santé!

Coalition politique L'avis de l'expert

# Les pays européens à la recherche du centre perdu

Notre société de la communication, qui simplifie et polarise, conduit à une montée des extrêmes mais, en même temps, les peuples européens, comme en Allemagne, aspirent à une voie moyenne et souhaitent des politiques raisonnables

Laborieusement, les Allemands construisent leur prochaine grande coalition. Cette opération n'est pas sans risque, tant il paraît complexe de créer un langage commun à partir de visions divergentes. Pourtant, si périlleux qu'il soit, l'exercice est incontournable: il est rendu nécessaire par les institutions et, de plus, il correspond aux vœux du peuple allemand. En tout cas, le quasi-match nul entre le SPD et la CDU-CSU a été perçu comme un besoin d'équilibre: on s'est accordé pour dire que les citoyens avaient manifesté leur volonté d'être gouvernés au centre; et le rejet de ruptures politiques brutales au profit d'attitudes réformistes a été présenté comme un des principaux enseignements du scrutin.

Cette attente de solutions à caractère centriste n'est pas spécifique à l'Allemagne. Elle reflète le désir légitime des Européens d'aborder les défis actuels sans chambouler leur mode de vie, ni déchirer le tissu social. Nul doute que la Suisse s'inscrive également dans une telle tendance. Par ailleurs, les mêmes peuples semblent fascinés par les positions idéologiquement tranchées. En France, les gauches dures ont fait échouer le référendum sur le Traité constitutionnel européen; en Allemagne, le Links Partei a contraint le chancelier Schröder à durcir considérablement sa campagne. Partout, les nationalismes font recette; et les droites classiques récitent souvent un catéchisme ultra-libéral qui frise la caricature. Dès lors, on peut se demander pourquoi l'espoir d'une voie moyenne s'accompagne d'une montée des extrêmes. Comment les citoyens peuvent-ils souhaiter des politiques raisonnables tout en accordant leurs suffrages aux partis qui construisent leur identité sur le refus de toute concession? Cinq phénomènes permettent peut-être de mieux saisir ce paradoxe.

Tout d'abord, la société de la communication dans laquelle nous vivons simplifie et polarise; chaque jour, dans un déferlement d'émotions brutes, elle appelle chaque individu à trancher et à choisir son camp. Deuxièmement, cette «démocratie d'opinion» favorise la primauté de l'instant sur la maturation lente; elle génère des positions plus profilées, mais aussi beaucoup plus labiles; elle disqualifie le temps institutionnel et surestime l'effet des décisions ponctuelles. Troisièmement, la complexité des enjeux, la spécialisation des tâches et la professionnalisation des divers rôles sociaux tendent à séparer le citoyen porteur de symptômes du citoyen fournisseur de remèdes: nos contemporains brandissent volontiers des revendications



**François Cherix**

Consultant en communication

d'autant plus virulentes qu'ils en délèguent la réalisation à des spécialistes; les élus, les décideurs de tous ordres, les acteurs médiatiques, mais aussi les permanents des ONG qui agissent sur la scène publique forment à leurs yeux la caste des professionnels du pouvoir qu'il convient d'interpeller avec force. Quatrièmement, l'immersion dans l'informatique modifie nos approches: l'outil façonne l'ouvrier; ainsi, à longueur de journée, nous introduisons dans nos ordinateurs des données de type binaire qui se concrétisent en produits finis sans notre concours.

Enfin, à ces mutations s'ajoute l'incertitude du climat socio-économique: la globalisation des échanges, les changements d'échelle, le déplacement des repères culturels suscitent des angoisses qui fonctionnent comme autant d'exhausteurs d'émotion; alimentée par l'inquiétude, l'indignation finit par remplacer la réflexion.

**Nos contemporains brandissent volontiers des revendications d'autant plus virulentes qu'ils en délèguent la réalisation à des spécialistes**

Dans ce contexte, on ne peut guère escompter un renouveau des partis centristes. Soit ils clarifient leurs programmes, au risque d'être mangés par un des pôles de l'échiquier politique; soit ils restent dans l'indétermination, au risque de voir leur électorat continuer de fondre. Certes, ils ne vont pas disparaître, mais désormais leur fonction sera davantage celle de pivot que de vecteur des mouvements d'opinion.

Dès lors, on comprend l'importance des mécanismes institutionnels dans des sociétés qui souhaitent se faufiler au milieu du chenal tout en criant leurs angoisses du haut des falaises qui l'enserrent. Autrement dit, il appartient aux systèmes politiques modernes de «produire du centre» à partir de scrutins dont la polarisation traduit moins un désir de rompre que la peur de voir l'autre camp entraîner le pays vers des ruptures irrémédiables.

Dans cette perspective, le logiciel institutionnel allemand est performant. Certes, la phase actuelle sent plus

la transpiration que l'enthousiasme; et ce bras de fer gauche-droite va conduire à des renoncements cruels. Mais au bout du compte, des accords seront trouvés, des lignes rouges tracées, et un gouvernement fruit d'une volonté commune prendra ses fonctions. L'Allemagne disposera au moins d'une équipe acceptant de gérer ensemble le pays sur la base d'une plate-forme négociée.

Tout autre est le logiciel suisse. En une matinée, le Conseil fédéral est formé. L'élection successive et par ordre d'ancienneté de ses membres n'est d'ailleurs pas sans charme. Au hasard des bulletins et des humeurs de dernière minute, on peut voir un consultant acratopège apparaître et les femmes pratiquement disparaître. Le précipité fédéral obtenu s'avère donc parfois surprenant; mais au moins les fanfares n'attendent pas, les trains spéciaux partent à l'heure et le vin blanc n'a pas le temps de tiédir dans les verres.

Cela dit, ce système rustique n'est pas sans intérêt. En tout cas, il a rendu de bons et loyaux services. En fait, il maintient complètement ouvert un champ de négociation qui s'étend à la législature entière: on désigne des personnes dont on découvre tout au long des quatre années suivantes la capacité de construire des solutions crédibles. Cette grande incertitude offre aussi une grande souplesse. En théorie, elle permet aux alliances ponctuelles entre partis de se déployer avec un maximum de variété. Mais pour fonctionner, cette gestion au coup par coup doit pouvoir s'appuyer sur un centre fort qui domine et régule le jeu politique. Elle ne peut être que le reflet d'une société où les fronts sont pacifiés et les oppositions modérées. Par contre, elle devient inopérante dans un monde polarisé: l'addition de visions antagonistes sans négociation préalable finit par entretenir une confusion permanente qui augmente d'autant la polarisation.

Aujourd'hui, l'élection individuelle des membres du Conseil fédéral ne correspond plus aux principaux paramètres de la vie politique suisse. Le passage à un scrutin de liste permettrait de désigner une équipe fruit d'un accord préalable. L'opération déborderait probablement le cadre d'une matinée. Mais son résultat dépasserait certainement aussi la juxtaposition de positions et de personnalités inconciliables. Comme les Allemands, frottés comme nous aux pratiques fédéralistes, mais à notre manière, sans dénaturer nos institutions, nous avancerions ainsi dans la recherche du centre perdu.

La chronique

## Asile: trop dur mais



**Jacques-Simon**

Ils sont nombreux ceux qui ont fait pression sur les conseillers nationaux et ces derniers ne suivent pas les propositions durcissant sur l'asile et la loi sur les étrangers. En vain. Le Conseil national, en effet, sans aller à la demande du Conseil des Etats, ment suivi sa commission Conseil fédéral. Il y a de quoi être déçu. Mais il y a de bonnes raisons pour refuser la concession.

Il faut remettre ce débat dans son contexte. Les lois sur l'asile ont cherché à améliorer les conditions de vie des réfugiés. L'admission provisoire fut introduite pour les gens venant de régimes répressifs, en crise, étant qu'ils devaient repartir dans leur pays d'origine qu'une amélioration serait constatée. Toutefois, les conditions de vie étaient encore une fois à améliorer. Mais il faut constater que les plus nombreux ont été de requérants ne réunissant pas les conditions de la loi sur le statut de réfugié. Et il s'en va loin à la ronde, qu'au bout d'un certain temps, les requérants faisant assez durer la procédure avaient de fortes chances de ne pas être renvoyés. Si l'on veut bien sortir d'un angélisme d'une bonne conscience facile, reconnaissons qu'il y a eu un effet dissuasif pas illégitime.

Encore faudrait-il garantir l'équilibre entre réalité économique et éthique humanitaire. Le droit prend le risque de s'écarter. Ainsi, cette demande de non-entrée en matière sur une demande de pièce d'identité, document de voyage; alors que la loi actuelle admet d'autres documents d'identification. Toutefois, la révision présente des motifs excusables d'absence de papiers d'identité. C'est une erreur du parlement qui pourrait être atténuée dans la pratique. Autre durcissement très contestable: la suppression de l'aide sociale pour les personnes frappées d'une détermination de renvoi exécutoire; et la suppression possible, non automatique, de l'aide sociale, si le requérant refuse de partir raisonnablement. On peut aussi critiquer l'allongement éventuel, et compris jusqu'à deux ans, de la détention des personnes, étrangers ou étrangers illégaux qui s'ingénient à échapper à la loi. Toutefois, l'idée de citer les cantons, en charge financière de telles détentions, à appliquer les décisions de la loi avec diligence.

En décembre prochain, sur l'asile et la loi sur les étrangers révisées seront votées par les deux Chambres.

L'analyse de François Musseau

## En Espagne, José Luis Zapatero est pris en étau dans le débat sur le fédéralisme

La question du statut des régions, qui oppose avec virulence les centralisateurs et les autonomistes, domine la scène politique espagnole et le gouvernement socialiste est accusé de démembrer le pays

Qu'est-ce que l'Espagne au juste? Un Etat où le «centre» a barre sur ses régions – même les plus turbulentes – comme le souhaitent les conservateurs? Un pays aux communautés autonomes aux larges prérogatives, mais dans le respect de la Constitution, selon le vœu des socialistes au pouvoir? Une «nation des nations», selon l'expression des formations nationalistes périphériques? Ou bien même, l'Espagne est-elle amenée à se démembrer progressivement, à la faveur des irrédentismes basques et catalans?

En réalité, chacun a une vision différente de l'Espagne. La plupart parleraient même «des» Espagne. Ce débat a travaillé le pays, avec plus ou moins de fracas, durant tout le XXe siècle. Même si bien

régions autonomes reçoit de l'Etat d'amples compétences, dispose d'un parlement et d'un exécutif propres. Un quart de siècle plus tard, ce système vacille sur ses fondements. Pourquoi? Principalement, car deux régions dites «communautés historiques», estiment qu'elles sont parvenues à un plafond et ont décidé d'entrer dans une dynamique souverainiste: la Catalogne et le Pays basque. Quitte à menacer l'équilibre territorial du pays.

Ces deux régions, tenues par des exécutifs de tendance nationaliste, introduisent des déséquilibres de nature différente. Côté basque, avec en toile de fond le terrorisme de l'ETA, le Plan Ibarretxe (du nom du premier ministre régional) entend se dissocier du res-

teur». La semaine dernière, son parlement autonome a d'ailleurs approuvé un nouveau statut d'autonomie qui lui donnerait quasiment les pleins pouvoirs fiscaux, le titre de «nation» et les pleines prérogatives judiciaires – comme la plupart des régions espagnoles, elle gère déjà elle-même son territoire, la santé et l'éducation.

**Les nationalistes voudraient que le catalan soit aussi la langue de la publicité et des comptoirs de bistrot**

qui a demandé aux régions de «réactualiser» leur statut d'autonomie. Lui qui a ouvert la boîte de Pandore des prétentions nationalistes.

Aujourd'hui, la position de Zapatero est délicate, car il est pris en étau entre les profédéralistes et le Parti populaire (PP, droite) centraliste. Ce dernier accuse les socialistes de «démembrer l'Espagne», de «laisser le pays à vau-l'eau», et de se soumettre au «diktat des nationalismes périphériques et aux partisans de l'implosion nationale». De l'autre côté, nationalistes basques, catalans et galiciens ou indépendantistes de Catalogne (Esquerra, ERC) – allié parlementaire de Zapatero – ou du Pays basque (Batasuna, Eusko Alkartasuna, EA) se livrent à ce que beau-

En Catalogne, par exemple, l'idiome est obligatoire dans les institutions, les tribunaux, les collèges ou les universités. Mais dans cette région où l'immense majorité des gens est bilingue, les nationalistes voudraient que le catalan soit aussi «la» langue de la publicité, dans les entreprises et celle des comptoirs de bistrot. Pour beaucoup, un «saut excessif».

L'autre exemple est celui du financement. Beaucoup de Catalans estiment qu'ils paient davantage à Madrid qu'ils ne reçoivent de la capitale. Et rêvent du «concert économique», en vigueur au Pays basque et en Navarre, privilège selon lequel la région lève souverainement l'impôt et reverse à Madrid une quote-part au titre de certains services rendus (infra-

# FDP-Geheimplan

# Weg mit Blocher



FDP-Präsident Fulvio Pelli.

FDP-Bundesrat Pascal Couchepin.

der Legislatur, 2007, im Amt bleiben.»

Aber, so ist zu vernehmen, keinen Tag länger.

**Doch Pelli stellt auch Blocher ein schlechtes Zeugnis aus:** «Er will eine bürgerliche Mehrheit im Bundesrat und glaubt, deren Chef sein zu können. Er stellt ein System in Frage, das ihn daran hindert, der Chef zu sein.»

**Couchepin weg, Merz weg, Blocher weg? Oder gleich die ganze Regierung?**

Pelli ist nicht allein. 24 Nationalräte aus SP, FDP, CVP, Grüne und PDA haben einen Vorstoss unterzeichnet, der auf die Absetzung des Bundesrats hinausläuft: die parlamentarische Initiative «für mehr Zusammenhalt und Kohärenz im Bundesrat», die im Oktober von FDP-Nationalrätin Christa

Markwalder (30, BE) eingereicht und von SP-Nationalrat Roger Nordmann (32, VD) mitformuliert wurde.

**Die Initiative will die Bundesräte nicht mehr einzeln, sondern auf Siebnerlisten wählen.** Jede Liste muss von mindestens 30 Parlamentariern unterstützt werden. Setzt sich im ersten Wahlgang keine Liste durch, gehen die zwei meistgewählten Listen in einen zweiten Wahlgang.

Nordmann sagt: «Weil es keine Verfassungsänderung braucht, kann die Listenwahl schon 2007 gelten, sofern sich das Parlament beeilt.» Er glaubt: «Die Listenwahl bietet die Chance, die Konkordanz neu zu beleben. Weil so nur Leute gewählt werden, die zusammenarbeiten wollen.»

**Listenwahl wäre das Ende der**

**aktuellen Regierung.** Blocher und Moritz Leuenberger (59, SP) etwa würden nie zusammen antreten. Schon Blocher und Parteikollege Samuel Schmid (58) hielten es nur schwerlich auf der gleichen Liste aus. Wahrscheinliche Folge: Blocher führt eine Rechtsliste an, Micheline Calmy-Rey (60, SP) eine linksgrüne. FDP und CVP versuchen es selbst. Oder machen rechts oder links mit.

Selbst ohne Listenwahl wird es eng für den Chaos-Rat, glaubt Initiatorin Markwalder: «Die Art, wie diese Regierung arbeitet, wird Auswirkungen auf die Parlamentswahlen 2007 haben. Die Parteien werden sich fragen müssen: Sind wir bereit, mit diesen Leuten weiterzufahren?»

Pellis Meinung scheint schon gemacht.

## SVP-Initiative Da muss nachgezählt werden!

**BERN. Der SVP-Initiative für Einbürgerungen an der Urne droht der Absturz. Es wurden weniger Unterschriften eingereicht als gemeldet, und etliche Doppel-Unterschriften festgestellt.**

Mit 103 000 Unterschriften ist die SVP-Initiative «für demokratische Einbürgerungen» nur knapp und in letzter Minute zustande gekommen.

Gestern dann der Hammer: **Der Bundesrat hat eine Nachzählung und Illegitimität**

als angegeben, und dann fiel auch auf, dass etliche Unterschriften doppelt vorkommen. Jetzt droht der SVP, dass über ihre Initiative niemals abgestimmt wird, weil am Ende weniger als 100 000 gültige Unterschriften übrigbleiben.

**Urkundenfälschung oder schlampige Arbeit der Gemeinden bei der Beglaubigung der Unterschriften?** Die SVP äussert einen anderen, unerhörten Verdacht: Unterschriftenklau! Generalsekretär Gregor

arbeiten seit langem mit dem gleichen Unternehmen zusammen und haben keinerlei Anlass zu zweifeln, dass richtig gezählt wurde.» Bereits kündigt die SVP an, dass sie sich rechtliche Schritte vorbehält – gegen wen auch immer.

Es könnten auch übereifrige Parteigänger gewesen sein, die der SVP mit Fälschungen die Doppel-Unterschriften untergejubelt haben. Das schliesst Parteisekretär Rutz aber zum vorn-



### Mein grösster Wunsch

«Mein grösster Wunsch ist es, dass wir zusammen mit der ganzen Familie Weihnachten feiern können und dass alle gesund sind. Und Mami und Papi sollen so bleiben, wie sie sind! Dieses Jahr reisten wir nach Neuseeland. Ich ging dort sogar einige Wochen zur Schule. Das hat mir riesig gut gefallen und ich möchte irgendwann wieder dorthin.»

Andri (8), S

### Bund gibt sich sparsam

**BERN. Das Bundespersonal erhält im kommenden Jahr eine einmalige Zulage von 1,9 Prozent statt der geforderten 2,4 Prozent. Aus Spargründen, erklärte Finanzminister Hans-Rudolf Merz. Gestrichen werden auch Treueprämie um insgesamt 50 Mio. Franken einzusparen.**

### CIA-Flug jetzt bestätigt

**BERN.** «Ein in Italien entführter Imam wurde via Schweiz nach Kairo geflogen» (BLICK am 17. Oktober). Die TV-Sendung «10 vor 10» hat vom Bundamt für Zivilluftfahrt (Bazl) die offizielle Bestätigung erhalten. Abu Omar wurde 2003 in Mailand vom CIA gekidnappt und via Ramstein (D) nach Kairo verschleppt und gefoltert. Der Flug nach Ramstein führte durch den Schweizer Luftraum. Mehr zum Thema: [www.blick.ch](http://www.blick.ch), **DOSSIER FOLTERFLÜG**

### Belohnung im Rassismusfall

**UNTERWASSER SG.** Für Hinweise zur Klärung der rassistischen Attacken auf die Arztfamilie im Toggenburg setzten die St. Galler Justizbehörden eine Belohnung von 10 000 Franken aus. Bisher wurden 20 Personen zum Fall befragt, bei 13 DNA-Proben genommen. Dorfarzt Jörg Michel und seine dunkelhäutige Frau mit ihren beiden Kindern werden seit Mai terrorisiert.



#### UNSERE WM-GEGNER

Stimmen und Reaktionen

#### MÄNNER-ABFAHRT IN VAL D'ISÈRE

Wie schlagen sich die Schweizer?

#### UNSER ADVENTSKALENDER

«Die Fantastischen Vier»-Packages

**zys Aufstieg**

der künftige  
präsident von  
reich? Nicolas  
zy, der mit dem  
freiniger gegen  
llliche vorgehen  
, gilt vielen  
ffnungsträger.

31

**Feuer**

# Wird Christoph Blocher Premierminister der Schweiz?

NZZ am Sonntag  
11.12.05

Macht der Swisscom-Entscheid des Bundesrates Schule, könnte er zu einem Wendepunkt für das Schweizer Regierungssystem werden, *schreibt Luzi Bernet*

**A**llein die Tatsache, dass sie es immer wieder zur Sprache bringen, macht stutzig. «Der Bundesrat als Ganzes funktioniert».

Richtungen. Eigene Vorlagen hat die vor zwei Jahren neu zusammengewürfelte Landesregierung vielleicht mit Ausnahme der Bilateralen II noch nicht vor dem Volk vertreten müssen:

petenz? Mangelndes Interesse für das Dossier? Waren es taktische Überlegungen? Fest steht: Blocher hat einen Coup gelandet. Er wird ihn und seine Anhänger darin bestärken. den

der Politik des «Schritt für Schritt» hat man ihn noch nie wirklich schwärmen hören. Bei aller privaten Vorliebe für Albert Ankers Malerei, für das Grosse im Kleinen – in seinem Bun-